

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 1188

[C — 27186]

2 FEVRIER 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création des régies de quartier au sein des sociétés de logement social agréées par la Société régionale wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment ses articles 2, § 7 et 33;

Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant que la situation socio-économique de certaines cités sociales a conduit des sociétés immobilières de service public à mettre sur pied des régies de quartier en vue de rencontrer des impératifs d'insertion socio-professionnelle et d'entretien de cités d'habitations sociales;

Considérant qu'afin d'assurer la pérennité de ses initiatives, il est indispensable de définir le cadre, le fonctionnement et les moyens financiers devant être mis en œuvre et de les doter d'une réglementation adaptée;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées, le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- "le Ministre" : le Ministre de la Région wallonne qui a le logement dans ses attributions;
- "l'administration" : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement;
- "la SRWL" : la Société régionale wallonne du Logement;
- "la société" : la société immobilière de service public agréé par la Société régionale wallonne du Logement;
- "la régie de quartier" : le service spécifique d'une société mis en place par celle-ci qui a obtenu l'agrément du Ministre et qui œuvre à la réinsertion de personnes en voie de rupture sociale;
- "le CCLP" : le Comité consultatif de locataires et de propriétaires;
- "CPAS" : le Centre public d'aide sociale.

Art. 2. § 1er. Le stagiaire de la régie de quartier est le demandeur d'emploi ou le bénéficiaire du minimum de moyens d'existence tel que défini par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, sans qualification, et qui est lié à la régie de quartier par un contrat de citoyenneté.

La régie de quartier a pour mission l'occupation de stagiaires à des tâches non qualifiées dans les quartiers d'habitations sociales gérées par une société et au profit de ses locataires. La régie de quartier veille également à la formation des stagiaires visant à l'acquisition de qualifications de base sur le plan professionnel ainsi qu'à leur socialisation par une intégration harmonieuse dans le monde du travail par l'apprentissage de comportements relatifs à la citoyenneté et au travail de groupe ainsi que de tout autre pré-requis jugé indispensable par le Comité de gestion visé à l'article 5.

§ 2. Les tâches confiées aux stagiaires consistent en activités formatives et de services destinées à l'entretien d'espace collectifs, intérieurs ou extérieurs aux habitations ou en toute mission complémentaire jugée adéquate par le Comité de gestion et répondant aux critères du § 1er.

§ 3. Le contrat de citoyenneté est le contrat d'engagement passé entre chaque stagiaire et la régie de quartier selon les modalités déterminées par le Ministre.

La régie de quartier dispose de l'équivalent d'au moins 10 postes de travail qu'elle assigne aux stagiaires pour une durée déterminée dans le contrat de citoyenneté mais qui ne peut sauf dérogation motivée du Comité de gestion excéder un an.

Les stagiaires sont prioritairement des locataires et leurs ayants-droit du site d'activité de la régie de quartier et en tous cas de la société. Les services sont prestés sur le site d'activité de la régie de quartier et au profit de ses habitants. Le comité de gestion peut déroger à ces dispositions.

§ 4. L'équipe d'encadrement est composée d'un ouvrier compagnon et d'un médiateur social chargés respectivement de transmettre aux stagiaires les notions de travail et d'assurer l'apprentissage social par les outils de citoyenneté.

Art. 3. § 1er. Préalablement à l'introduction d'une demande d'agrément telle que visée à l'article 6, § 2, la société doit :

- * soit réunir les conditions d'éligibilité suivantes :
 - compter parmi son personnel au moins 5 ouvriers assujettis au paiement de cotisations ONSS, hormis le personnel de conciergerie et de nettoyage;
 - comporter dans son patrimoine locatif un ensemble d'au moins 100 logements dont les revenus moyens annuels des locataires sont inférieurs à ceux du secteur de l'ensemble du logement social;

* soit avoir son patrimoine locatif visé par la régie de quartier en Zone d'Initiative Privilégiée 4 telle que fixée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994.

Le Gouvernement peut déroger à ces conditions d'éligibilité.

§ 2. Dans les trente jours qui suivent la réception de la demande de reconnaissance d'éligibilité visée au § 1er, le Ministre notifie sa décision.

Le recours contre la décision du Ministre est soumis au Gouvernement qui statue dans les trente jours.

Art. 4. § 1er. Un comité d'accompagnement est composé :

- 1° d'un représentant du Ministre qui en assure la présidence;
- 2° d'un représentant du Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions;
- 3° d'un représentant du Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions;
- 4° d'un représentant du Ministre qui a la Formation professionnelle dans ses attributions;
- 5° d'un représentant du Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;
- 6° d'un représentant de la Société régionale wallonne du Logement;
- 7° d'un représentant de l'administration;
- 8° d'un représentant de l'Union des Villes et Communes;
- 9° d'un représentant de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 10° d'un représentant de l'Association pour le Logement social, association sans but lucratif;
- 11° de deux représentants des Missions régionales pour l'Emploi;
- 12° un représentant de la Confédération de la Construction wallonne;
- 13° d'un représentant de la SRWL qui en assure le secrétariat, il n'a pas voix délibérative.

Les membres du Comité d'accompagnement sont désignés par le Gouvernement.

§ 2. Le comité d'accompagnement est chargé de :

- 1° proposer les régies de quartier à l'agrément du Ministre après examen du contenu de la convention visée à l'article 6, § 1er;
- 2° suivre l'évolution des régies de quartier et notamment les aspects relatifs à la réinsertion sociale des stagiaires et à l'amélioration du patrimoine locatif où est installée la régie de quartier;
- 3° rédiger un rapport annuel au Ministre concernant le point 2°;
- 4° déterminer les conditions professionnelles d'engagement des membres des équipes d'encadrement.

Art. 5. § 1er. Un comité de gestion est créé dans chaque régie de quartier.

Il comprend au moins :

- 1° deux représentants de la société;
- 2° deux représentants du CPAS, du Centre de service social ou de l'association agréée conventionnée dans ce cadre avec la société;
- 3° deux représentants de la commune où est établie la régie de quartier;
- 4° deux représentants des habitants du quartier où est établie la régie de quartier. Il peut s'agir des membres du CCLP pour autant qu'ils soient domiciliés dans le quartier où est établie la régie de quartier;
- 5° un représentant de la direction subrégionale concernée du Forem;
- 6° un représentant de la SRW.

Le Comité de gestion désigne en son sein un président et un secrétaire.

§ 2. Le comité de gestion est chargé de :

- 1° diriger le personnel d'encadrement de la régie de quartier;
- 2° assurer la gestion de la régie et notamment le choix des chantiers;
- 3° assurer le suivi pédagogique et l'évaluation socio-professionnelle des stagiaires;
- 4° assurer le suivi financier de la régie;
- 5° présenter un rapport annuel financier et pédagogique au comité d'accompagnement visé à l'article 5, § 1er, suivant le modèle arrêté par le Ministre.

§ 3. Le comité se réunit au moins trimestriellement.

Il entendra à sa demande l'équipe d'encadrement qui lui fait rapport de ses activités.

Il s'adjoit tout autre membre avec voix consultative que ceux stipulés au § 1er qui participe au projet local.

Art. 6. § 1er. Sur proposition du Comité d'accompagnement, l'agrément du Ministre peut être accordé aux régies de quartier issues des sociétés éligibles qui remplissent les conditions suivantes :

- 1° avoir fait l'objet d'une convention en vue de sa mise en place et de sa gestion passée entre la société et le CPAS, un centre de service social ou une association ayant son champ de compétence et d'activité dans le territoire couvert par la régie de quartier;
- 2° disposer d'un comité de gestion tel que visé à l'article 5, § 1er;
- 3° s'engager à disposer d'un personnel d'encadrement dont les compléments salariaux sont pris en charge par la société elle-même en ce qui concerne l'ouvrier compagnon et par le CPAS, le centre de service social ou l'association en ce qui concerne le médiateur social;
- 4° avoir reçu l'engagement de la Société de disposer de locaux adéquats pour y établir son siège ainsi que tout matériel ou outillage nécessaire à ses activités;
- 5° s'engager à faire preuve d'une activité durable.

§ 2. La demande d'agrément accompagnée de la délibération du Conseil communal, du Conseil de l'aide sociale et du Conseil d'administration de la société doit parvenir au Ministre par pli recommandé à la poste selon le modèle établi par lui.

La demande contient les indications suivantes :

- 1° l'accord du Ministre prévu à l'article 3, § 1er;
- 2° la convention visée au § 1er;
- 3° la composition du comité de gestion visé à l'article 5, § 1er;
- 4° la liste des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires du minimex tels que définis par la loi du 7 août 1974 instituant un minimum de moyens d'existence, qui sont locataires d'un logement sis sur le territoire visé à l'article 2, § 3;

5° un engagement de la société d'engager et de prendre en charge la rémunération de l'ouvrier compagnon déduction faite de la subvention versée visée à l'article 7, § 1er, 1er alinéa et de le mettre à disposition de la régie de quartier;

6° un engagement du CPAS, du centre de service social ou de l'association d'engager et de prendre en charge la rémunération du médiateur social déduction faite de la subvention visée à l'article 7 § 1er 2° alinéa et de le mettre à disposition de la régie de quartier;

7° un engagement de la société à :

- livrer ou mettre à disposition les matières, le matériel et l'outillage nécessaires à la mise en oeuvre des travaux confiés à la régie de quartier;

- payer les frais de déplacement éventuels à l'équipe d'encadrement et aux stagiaires;

- fournir les vêtements de travail à l'équipe d'encadrement et aux stagiaires;

- mettre à disposition de la régie de quartier des locaux conformes aux normes d'hygiène et de sécurité en vigueur.

§ 3. Le comité de gestion est tenu de répondre à toute demande d'information du Comité d'accompagnement ou de ses membres et de leur garantir un libre accès à tous lieux et document en rapport avec l'activité de la régie de quartier sous peine des mesures prévues à l'article 8.

§ 4. L'agrément ou le refus d'agrément est notifié à la société dans les trois mois qui suivent la réception de la demande.

Le recours contre la décision du Ministre est examiné par le Gouvernement qui confirme ou réforme cette décision dans les trente jours.

§ 5. L'agrément peut être conditionnel.

Art. 7. § 1er. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et suivant les conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder aux sociétés répondant aux conditions d'éligibilité fixées par l'article 3, § 1er et aux conditions d'agrément fixées par l'article 6, § 1er :

- une subvention annuelle destinée à couvrir 75% de la rémunération de l'ouvrier compagnon;

- une subvention d'un million destinée à couvrir les frais de première installation durant la 1re année et les années suivantes une subvention couvrant les frais dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Dans les limites des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et suivant les conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre qui a l'Action sociale dans ses attributions peut accorder une subvention annuelle destinée à couvrir 75% de la rémunération du médiateur social au CPAS, au centre de service social ou à l'association sur base de la convention visée à l'article 6, § 1er, passée avec une société dans le cadre de la création d'une régie de quartier.

Les échelles de traitement des médiateur social et ouvrier compagnon à prendre en compte pour le calcul de ces subventions correspondent aux échelles B3 et D2 de la Fonction publique. Cette subvention ne peut être cumulée avec d'autres avantages en matière d'emploi accordés en vertu d'une loi, d'un décret ou d'un arrêté.

Toutefois, les personnes en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté conservent les avantages pécuniaires liés à leur ancienne échelle de traitement.

§ 2. Il ne peut être accordé de subvention qu'à une seule régie de quartier par société. Les sociétés dont le nombre de logements mis en location est égal ou supérieur à 2 000 peuvent disposer d'un membre de personnel supplémentaire par tranche de 1.000 logements au-delà de ce chiffre. La rémunération de ce personnel supplémentaire est liquidée conformément aux modalités de l'article 7, § 1er. Le nombre de stagiaires est augmenté proportionnellement à l'engagement de personnel supplémentaire.

§ 3. Les subventions traitements sont liquidées dans leur totalité sur production des contrats d'emploi du personnel d'encadrement et moyennant l'accord du Comité d'accompagnement. La subvention de fonctionnement est liquidée dans sa totalité moyennant l'accord de ce même comité.

Les subventions sont liquidées à titre d'avances. Elle ne sont définitivement acquises, à concurrence des dépenses admissibles, qu'après approbation par le Comité d'accompagnement du rapport financier visé à l'article 5, § 2.

Art. 8. § 1er. Le non respect des conditions du présent arrêté entraîne le remboursement des subventions visées à l'article 7.

§ 2. Sur proposition du comité d'accompagnement, le Ministre peut retirer, suspendre ou limiter l'agrément lorsqu'il constate que la régie de quartier ne respecte plus les conditions du présent arrêté.

Art. 9. Seuls les services spécifiques de sociétés qui ont obtenu l'agrément du Ministre et qui œuvrent à la réinsertion de personnes en voie de rupture sociale sont autorisées à porter la dénomination de régies de quartier de logement social.

Dans tout document ou communication à l'usage du public, il sera fait mention de l'agrément de la Région wallonne.

Art. 10. Les régies de quartier en fonctionnement au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté conservent le bénéfice de leur agrément pour autant qu'elles se conforment, dans un délai de trois mois, aux dispositions déterminées par cet arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 2 février 1995.

Art. 12. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 février 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 95 — 1188

2. FEBRUAR 1995. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Schaffung von Wohnviertelregionen innerhalb der durch die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) zugelassenen Gesellschaften für Sozialwohnungen

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement", insbesondere seiner Artikel 2 § 7 und 33;

Aufgrund des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, daß die sozialwirtschaftliche Lage bestimmter Sozialsiedlungen öffentliche Immobiliengesellschaften dazu veranlaßt hat, Wohnviertelregionen zu schaffen, um dringenden Bedürfnissen in Sachen sozialberufliche Eingliederung und Instandhaltung der Sozialsiedlungen nachzukommen;

In der Erwägung, daß es zwecks der Fortdauer ihrer Initiativen unerlässlich ist, den Stellenplan, die Arbeitsweise und die finanziellen Mittel, die angewandt werden müssen, zu bestimmen, und eine angepaßte Regelung für sie vorzusehen;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

- "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;
- "die Verwaltung": die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens;
- "die SRWL": die "Société régionale wallonne du Logement";
- "die Gesellschaft": die durch die "Société régionale wallonne du Logement" zugelassene öffentliche Immobiliengesellschaft;
- "die Wohnviertelregie": der spezifische Dienst einer Gesellschaft, der durch diese Gesellschaft nach Zulassung durch den Minister eingesetzt wird, und der für die Wiedereingliederung von ausgrenzungsbedrohten Personen arbeitet;
- der "CCLP": der "Comité consultatif de locataires et de propriétaires" (Beratungsausschuß der Mieter und Vermieter);
- "ÖSHZ": das öffentliche Sozialhilfzentrum.

Art. 2. § 1. Der Praktikant der Wohnviertelregie ist der Arbeitsuchende oder der Bezieher des Existenzminimums, so wie er durch das Gesetz vom 7. August 1974 zur Einführung des Rechts auf ein Existenzminimum bestimmt worden ist, ohne Qualifikation, der mit der Wohnviertelregie durch einen sogenannten "Bürgervertrag" gebunden ist.

Die Wohnviertelregie hat zum Zweck, in den Vierteln von durch eine Gesellschaft verwalteten Sozialwohnungen und zugunsten deren Mieter Praktikanten mit nicht qualifizierten Aufgaben zu beschäftigen. Die Wohnviertelregie gewährleistet ebenfalls die Ausbildung der Praktikanten, damit diese sich berufliche Grundqualifikationen erwerben, und sorgt für ihre Sozialisierung durch eine harmonische Eingliederung in die Arbeitswelt, indem diese Praktikanten Verhaltensweisen als Bürger und in der Gruppenarbeit, sowie jede andere Kenntnis, die der in Artikel 5 erwähnte Verwaltungsausschuß für unerlässlich hält, erlernen.

§ 2. Die Beschäftigungen, die den Praktikanten anvertraut werden, bestehen in Bildungs- und Dienstleistungsaktivitäten, die zur Instandhaltung gemeinsamer Räume innerhalb oder außerhalb der Wohnungen bestimmt sind, oder in jeder zusätzlicher Aufgabe, die durch den Verwaltungsausschuß für geeignet gehalten wird und den Kriterien von § 1 entspricht.

§ 3. Der Bürgervertrag ist der Einstellungsvertrag, der zwischen jedem Praktikant und der Wohnviertelregie gemäß der durch den Minister festgesetzten Modalitäten abgeschlossen wird.

Die Wohnviertelregie verfügt über das Äquivalent von mindestens 10 Arbeitsplätzen, die sie den Praktikanten für einen im Bürgervertrag bestimmten Zeitraum zuteilt. Dieser Zeitraum ist aber auf ein Jahr begrenzt, außer wenn der Verwaltungsausschuß eine begründete Abweichung gewährt hat.

Die Praktikanten sind vorzugsweise Mieter des Tätigkeitsgebiets der Wohnviertelregie und auf jeden Fall der Gesellschaft, bzw. Anspruchsberechtigte dieser Mieter. Die Dienste werden auf dem Tätigkeitsgebiet der Wohnviertelregie und zugunsten deren Einwohner geleistet. Der Verwaltungsausschuß darf von diesen Bestimmungen abweichen.

§ 4. Die Begleitgruppe setzt sich zusammen aus einem Arbeitergesellen und einem Sozialvermittler, die jeweils damit beauftragt werden, den Praktikanten die Arbeitskenntnisse zu übermitteln und ihnen das Erlernen sozialer Verhaltensweisen zu gewährleisten, und zwar anhand der zu diesem Zweck vorgesehenen Mittel im Rahmen des Bürgervertrags.

Art. 3. § 1. Vor der Einreichung eines Zulassungsantrags im Sinne von Artikel 6 § 2 muß die Gesellschaft:

- * entweder die folgenden Wählbarkeitsbedingungen erfüllen:
- unter ihrem Personal mindestens fünf Arbeiter, die bei dem Landesamt für soziale Sicherheit beitragspflichtig sind, zählen, abgesehen von den Hausmeistern und vom Reinigungspersonal;

- in ihrem Mietvermögen eine Gruppe von mindestens 100 Wohnungen haben, deren Mieter über ein jährliches durchschnittliches Einkommen verfügen, das niedriger als das Einkommen des gesamten Sektors der Sozialwohnungen ist.

* oder ein Mietvermögen haben, das als Bevorzugtes Initiativgebiet 4 im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 1994 durch die Wohnviertelregie anerkannt worden ist.

Die Regierung darf von diesen Wählbarkeitsbedingungen abweichen.

§ 2. Innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt des Antrags auf die in § 1 erwähnte Anerkennung der Wählbarkeit macht der Minister seinen Beschluß bekannt.

Der Einspruch gegen den Beschluß des Ministers wird der Regierung vorgelegt. Diese entscheidet innerhalb von dreißig Tagen.

Art. 4. § 1. Ein Begleitausschuß wird aus den folgenden Personen zusammengesetzt:

- 1° ein Vertreter des Ministers, der den Vorsitz des Ausschusses führt;
- 2° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die sozialen Maßnahmen gehören;
- 3° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;
- 4° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Berufsbildung gehört;
- 5° ein Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;
- 6° ein Vertreter der "Société régionale wallonne du Logement";
- 7° ein Vertreter der Verwaltung;
- 8° ein Vertreter der "Union des Villes et Communes" (Vereinigung der Städte und Gemeinden);
- 9° ein Vertreter des "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);
- 10° ein Vertreter der "Association pour le Logement social" (Vereinigung für Sozialwohnungen), Vereinigung ohne Erwerbszweck;
- 11° zwei Vertreter der "Missions régionales pour l'emploi" (Regionale Beschäftigungsdienste);
- 12° ein Vertreter der "Confédération de la Construction wallonne";
- 13° ein Vertreter der SRWL, der das Sekretariat gewährleistet und keine beratende Stimme hat.

Die Mitglieder des Begleitausschusses werden durch die Regierung bezeichnet.

§ 2. Der Begleitausschuß hat folgende Aufgaben:

- 1° nach Prüfung des Inhalts des in Artikel 6 § 1 erwähnten Abkommens die Wohnviertelregien dem Minister zur Zulassung vorschlagen;
- 2° die Entwicklung der Wohnviertelregien beobachten, insbesondere was die soziale Wiedereingliederung der Praktikanten und die Aufwertung des Mietvermögens, dort wo sich die Wohnviertelregie niedergelassen hat, betrifft.
- 3° einen jährlichen Bericht über Punkt 2° für den Minister verfassen;
- 4° die beruflichen Bedingungen für die Einstellung der Mitglieder der Begleitgruppe festlegen.

Art. 5. § 1. Es wird ein Verwaltungsausschuß in jeder Wohnviertelregie errichtet.

Dieser setzt sich mindestens aus den folgenden Personen zusammen:

- 1° zwei Vertretern der Gesellschaft;
- 2° zwei Vertretern des ÖSHZ, des "Centre de service social" (Sozialdienstzentrum) oder der zugelassenen Vereinigung, die in diesem Rahmen mit der Gesellschaft durch Abkommen gebunden sind;
- 3° zwei Vertreter der Gemeinde, in der die sich Wohnviertelregie niedergelassen hat;
- 4° zwei Vertreter der Einwohner des Viertels, in dem sich die Wohnviertelregie niedergelassen hat. Sie können Mitglieder des CCLP sein, sofern sie in dem Viertel, in dem sich die Wohnviertelregie niedergelassen hat, ihren Wohnsitz haben;
- 5° ein Vertreter der betreffenden subregionalen Direktion des Forems;
- 6° ein Vertreter der SRWL.

Der Verwaltungsausschuß bezeichnet in seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen Sekretär.

§ 2. Der Verwaltungsausschuß wird mit folgenden Aufgaben beauftragt:

- 1° das Begleitpersonal der Wohnviertelregie leiten;
- 2° die Verwaltung der Regie und insbesondere die Wahl der Bau- und Arbeitsstellen gewährleisten;
- 3° die pädagogische Begleitung und die sozialberufliche Bewertung der Praktikanten gewährleisten;
- 4° die finanzielle Führung der Regie übernehmen;
- 5° dem in Artikel 5 § 1 erwähnten Begleitausschuß einen jährlichen finanziellen und pädagogischen Bericht gemäß des vom Minister festgelegten Musters vorlegen.

§ 3. Der Ausschuß tagt mindestens einmal im Quartal.

Er hört die Begleitgruppe auf deren Antrag an; diese erstattet ihm Bericht über ihre Tätigkeiten.

Er nimmt jedes andere Mitglied als diejenigen, die in § 1 aufgeführt worden sind, mit beratender Stimme auf, wenn dieses Mitglied am örtlichen Projekt teilnimmt.

Art. 6. § 1. Auf Vorschlag des Begleitausschusses kann die Zulassung des Ministers den durch die wählbaren Gesellschaften gebildeten Wohnviertelregien gewährt werden, wenn diese Regien die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° Gegenstand eines Abkommens zwecks ihrer Errichtung und ihrer Führung gewesen sein, das zwischen der Gesellschaft und dem ÖSHZ, einem Sozialdienstzentrum oder einer Vereinigung, deren Zuständigkeits- und Tätigkeitsbereich in dem durch die Wohnviertelregie gedeckten Gebiet liegt, abgeschlossen worden ist;

2° über einen Verwaltungsausschuß im Sinne von Artikel 5 § 1 verfügen;

3° sich verpflichten, über ein Begleitpersonal zu verfügen, deren Lohnzuschläge für den Arbeitergesellen zu Lasten der Gesellschaft selbst und für den Sozialvermittler zu Lasten des ÖSHZ, des Sozialdienstzentrum oder der Vereinigung gehen;

4° das Versprechen der Gesellschaft erhalten haben, über geeignete Räume zu verfügen, um ihren Sitz sowie jede für ihre Tätigkeiten notwendige Material- oder Werkzeugausrüstung niederzulassen;

5° sich verpflichten, eine dauerhafte Tätigkeit auszuüben.

§ 2. Der Zulassungsantrag zusammen mit dem Beschluß des Gemeinderats, des "Conseil de l'Aide sociale" (Rat der Sozialhilfe) und des Verwaltungsrats der Gesellschaft muß dem Minister per Einschreiben gemäß des von ihm festgelegten Musters übermittelt werden.

Der Antrag beinhaltet folgende Angaben:

1° das in Artikel 3 § 1 vorgesehene Einverständnis des Ministers;

2° das in § 1 erwähnte Abkommen;

3° die Zusammensetzung des in Artikel 5 § 1 erwähnten Verwaltungsausschusses;

4° die Liste der Arbeitsuchenden und der Bezieher des Existenzminimums im Sinne des Gesetzes vom 7. August 1974 zur Einführung eines Existenzminimums, die eine auf dem in Artikel 2 § 3 erwähnten Gebiet gelegene Wohnung mieten;

5° ein Versprechen der Gesellschaft, den Arbeitergesellen anzustellen und dessen Entlohnung zu übernehmen, abzüglich des in Artikel 7 § 1 Absatz 1° erwähnten gezahlten Zuschusses, und ihn zur Verfügung der Wohnviertelregie zu stellen;

6° ein Versprechen des ÖSHZ, des Sozialdienstzentrums oder der Vereinigung, den Sozialvermittler anzustellen und dessen Entlohnung zu übernehmen, abzüglich des in Artikel 7 § 1 Absatz 2° erwähnten gezahlten Zuschusses, und ihn zur Verfügung der Wohnviertelregie zu stellen;

7° eine Zusage der Gesellschaft, um:

- die Stoffe, das Material und die Ausrüstung, die für die Durchführung der der Wohnviertelregie anvertrauten Arbeiten notwendig sind, zu liefern oder zur Verfügung zu stellen;
- der Begleitgruppe und der Praktikanten die etwaigen Fahrtkosten zu zahlen;
- der Begleitgruppe und den Praktikanten die Arbeitskleidung zu beschaffen;
- Räume, die den geltenden Hygiene- und Sicherheitsnormen genügen, der Wohnviertelregie zur Verfügung zu stellen.

§ 3. Der Verwaltungsausschuß ist verpflichtet, unter Androhung der in Artikel 8 vorgesehenen Maßnahmen jeder Bitte um Information vom Begleitausschuß oder von dessen Mitgliedern nachzukommen, und ihnen einen freien Zugang zu jedem Ort und zu jedem Dokument in Zusammenhang mit der Tätigkeit der Wohnviertelregie zu garantieren.

§ 4. Die Zulassung bzw. die Verweigerung der Zulassung wird der Gesellschaft innerhalb von drei Monaten nach Empfang des Antrags mitgeteilt.

Der Einspruch gegen den Beschluß des Ministers wird durch die Regierung überprüft; diese bestätigt oder ändert diesen Beschluß innerhalb von dreißig Tagen ab.

§ 5. Die Zulassung kann Bedingungen unterworfen sein.

Art. 7. § 1. Im Rahmen der zu diesem Zweck in den Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und gemäß der durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen kann der Minister den Gesellschaften, die den durch Artikel 3 § 1 festgelegten Wählbarkeitbedingungen und den durch Artikel 6 § 1 festgelegten Zulassungsbedingungen genügen, das folgende gewähren:

- einen jährlichen Zuschuß, der zur Deckung von 75% der Entlohnung des Arbeitergesellen bestimmt ist;
- im Laufe des ersten Jahres einen Zuschuß in Höhe von einer Million zur Deckung der Niederlassungskosten und die nächsten Jahre einen Zuschuß zur Kostendeckung, dessen Höhe von der Regierung bestimmt wird.

Im Rahmen der zu diesem Zweck in den Haushalt der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und gemäß der durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen kann der für die sozialen Maßnahmen zuständige Minister aufgrund des in Artikel 6 § 1 erwähnten Abkommens, das im Rahmen der Schaffung einer Wohnviertelregie mit einer Gesellschaft abgeschlossen worden ist, dem ÖSHZ, dem Sozialdienstzentrum oder der Vereinigung einen jährlichen Zuschuß zur Deckung von 75% der Entlohnung des Sozialvermittlers gewähren.

Die Gehaltsstufen des Sozialvermittlers und des Arbeitergesellen, die für die Berechnung dieser Zuschüsse zu berücksichtigen sind, entsprechen den Tabellen B3 und D2 des Öffentlichen Dienstes. Dieser Zuschuß darf nicht zusammen mit anderen aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder eines Erlasses gewährten Vorteilen in Sachen Beschäftigung erhalten werden.

Jedoch behalten die Personen, die am Tag des Inkrafttretens dieses Erlasses im Amt sind, die mit ihrer ehemaligen Gehaltsstufe verbundenen finanziellen Vorteile.

§ 2. Nur eine einzige Wohnviertelregie pro Gesellschaft kann einen Zuschuß erhalten. Die Gesellschaften, die mindestens 2 000 vermieteten bzw. zur Vermietung angebotenen Wohnungen haben, dürfen über ein zusätzliches Personalmitglied pro Gruppe von 1 000 Wohnungen über diese Zahl hinaus verfügen. Die Entlohnung dieses zusätzlichen Personals wird gemäß der Modalitäten von Artikel 7 § 1 bezahlt. Die Anzahl Praktikanten wird entsprechend der Einstellung von zusätzlichem Personal erhöht.

§ 3. Die Gehaltszuschüsse werden auf Vorlage der Arbeitsverträge des Begleitpersonals und nach abgegebenem Einverständnis des Begleitausschusses ganz ausgezahlt. Der Funktionszuschuß wird ebenfalls nach abgegebenem Einverständnis des Begleitausschusses ganz ausgezahlt.

Die Zuschüsse werden im voraus bezahlt. Sie werden bis zur Höhe der zugelassenen Ausgaben erst nach Genehmigung durch den Begleitausschuß des in Artikel 5 § 2 erwähnten finanziellen Berichts endgültig erworben.

Art. 8. § 1. Die Nichteinhaltung der Bedingungen des vorliegenden Erlasses hat die Rückerstattung der in Artikel 7 erwähnten Zuschüsse zur Folge.

§ 2. Auf Vorschlag des Begleitausschusses kann der Minister die Zulassung entziehen, aussetzen oder begrenzen, wenn er feststellt, daß die Wohnviertelregie die Bedingungen des vorliegenden Erlasses nicht mehr einhält.

Art. 9. Nur die spezifischen Dienste von Gesellschaften, die die Zulassung vom Minister erhalten haben und für die Wiedereingliederung von ausgrenzungsbedrohten Personen arbeiten, dürfen die Bezeichnung einer Wohnviertelregie des Sozialwohnungswesens tragen.

In jedem Dokument bzw. jeder Mitteilung für die Öffentlichkeit muß die Zulassung der Wallonischen Region erwähnt werden.

Art. 10. Die am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses schon geschaffenen Wohnviertelregionen behalten die mit ihrer Zulassung verbundenen Vorteile, sofern sie innerhalb von drei Monaten die durch diesen Erlaß bestimmten Bedingungen einhalten.

Art. 11. Der vorliegende Erlaß tritt am 2. Februar 1995 in Kraft.

Art. 12. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Februar 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 1188

[C - 27186]

2 FEBRUARI 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot oprichting van buurtregieën binnen de door de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) erkende maatschappijen voor sociale huisvesting

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement", inzonderheid op de artikelen 2, § 7, en 33;

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Overwegende dat de sociaal-economische toestand van sommige sociale wijken de openbare bouwmaatschappijen ertoe heeft aangezet buurtregieën op te richten met het oog op de sociaal-professionele integratie en het onderhoud van die wijken;

Overwegende dat het noodzakelijk is de personeelsformatie, de werking en de financiële middelen van de buurtregieën vast te stellen en hen van een aangepaste reglementering te voorzien om het nemen van initiatieven te verzekeren;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- "Minister" : de Minister van Huisvesting;
- "Bestuur" : Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;
- "SRWL" : "de Société régionale wallonne du Logement";
- "Maatschappij" : de door de "Société régionale wallonne du Logement" erkende openbare bouwmaatschappij;
- "Buurtregie" : de specifieke dienst van een maatschappij, door deze laatste opgericht, die door de Minister is erkend en die werkt aan de sociale integratie van mensen die uit de maatschappij dreigen te worden uitgesloten;
- "CCLP" : het "Comité consultatif de locataires et de propriétaires" (Adviescomité van huurders en eigenaars);
- "OCMW" : het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn.

Art. 2. § 1. De stagiair van een buurtregie is een werkzoekende of een gerechtigde op het bestaansminimum, zoals bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, die ongeschoold is en bij een burgerschapscontract aan de buurtregie gebonden is.

De buurtregie heeft als opdracht stagiairs, ten bate van de huurders, te belasten met niet gekwalificeerde taken in wijken bestaande uit sociale woningen die door een maatschappij beheerd worden. De buurtregie zorgt tevens voor de opleiding van de stagiairs opdat zij een basisberoepsopleiding zouden genieten. Ze beoogt eveneens hun socialisatie door een harmonische integratie in het arbeidscircuit waardoor ze leren zich als burger te gedragen en in groep te werken en waardoor ze alle verdere kennis verwerven die door het in artikel 5 bedoelde beheerscomité noodzakelijk geacht worden.

§ 2. De aan de stagiairs toevertrouwde taken bestaan in vormende activiteiten en in diensten voor het onderhoud van gemeenschappelijke ruimten, binnen of buiten de woningen, of in elke andere aanvullende opdracht die door het beheerscomité geschikt geacht wordt en met de criteria van § 1 overeenstemt.

§ 3. Het burgerschapscontract is een arbeidsovereenkomst gesloten tussen een stagiair en de buurtregie volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten. De buurtregie beschikt over minstens 10 betrekkingen die ze voor een in het burgerschapscontract bepaalde termijn aan de stagiairs toekent. Behalve gemotiveerde afwijking van het beheerscomité mag die termijn niet meer dan één jaar bedragen.

De stagiairs zijn bij voorkeur huurders - en hun rechthebbenden - van de plaats waar de buurtregie werkzaam is. Ze zijn in elk geval huurders van de maatschappij.

De diensten worden ten bate van de inwoners gepresteerd op de plaats waar de buurtregie werkzaam is. Het beheerscomité mag van deze bepalingen afwijken.

§ 4. De begeleidingsploeg is samengesteld uit een arbeiderbegeleider en een sociale bemiddelaar die respectievelijk als taak hebben de stagiairs arbeidsbegrippen bij te brengen en, met de middelen voor meer burgerschap, voor hun sociale opleiding te zorgen.

Art. 3. § 1. Alvorens de in artikel 6, § 2, bedoelde erkenningsaanvraag in te dienen moet de maatschappij :

- * hetzij de volgende verkiesbaarheidsvoorwaarden vervullen :
 - onder haar personeel tenminste 5 arbeiders tellen die onderworpen zijn aan de betaling van de RSZ-bijdragen, met uitzondering van het conciërge- en poetspersoneel;
 - beschikken over een huurwoningbestand van minstens 100 woningen met huurders waarvan het gemiddelde jaarinkomen lager is dan dat van de sector van de sociale huisvesting;
- * hetzij haar door de buurtregie bedoelde huurwoningbestand in het bevoorrecht initiatiefgebied 4 liggen hebben, zoals bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 1994.

De Regering mag van deze verkiesbaarheidsvoorwaarden afwijken.

§ 2. Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om de in § 1 bedoelde verkiesbaarheidserkenning geeft de Minister kennis van zijn beslissing.

Het beroep tegen de beslissing van de Minister wordt voorgelegd aan de Regering die binnen dertig dagen beslist.

Art. 4. § 1. Een begeleidingscomité is samengesteld uit :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister die het voorzitterschap bekleedt;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister van Sociale Actie;
- 3° een vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling;
- 4° een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding;
- 5° een vertegenwoordiger van de Minister van Ruimtelijke Ordening;
- 6° een vertegenwoordiger van de "Société régionale wallonne du Logement";
- 7° een vertegenwoordiger van het Bestuur;
- 8° een vertegenwoordiger van de "Union des Villes et Communes" (Vereniging van Steden en Gemeenten);
- 9° een vertegenwoordiger van de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);
- 10° een vertegenwoordiger van de "Association pour le Logement social" (Vereniging voor Sociale Huisvesting), vereniging zonder winstoogmerk;
- 11° twee vertegenwoordigers van de "Missions régionales pour l'Emploi" (Gewestelijke zendingen voor Tewerkstelling);
- 12° een vertegenwoordiger van de "Confédération de la Construction wallonne" (Verbond van de Waalse bouwaannemers);
- 13° een vertegenwoordiger van de "SRWL" die het secretariaat waarneemt maar niet stemgerechtigd is.

De leden van het begeleidingscomité worden door de Regering aangewezen.

§ 2. Het begeleidingscomité heeft als opdracht :

- 1° de erkenning van de buurtregieën door de Minister voor te stellen, na onderzoek van de inhoud van de in artikel 6, § 1 bedoelde overeenkomst;
- 2° de evolutie van de buurtregieën te volgen, o.a. de maatschappelijke integratie van de stagiairs en de verbetering van het huurwoningbestand waar de buurtregie gevestigd is;
- 3° een jaarlijks verslag over punt 2° op te stellen alvorens het aan de Minister te sturen;
- 4° de beroepsvoorwaarden voor de werving van de leden van de begeleidingsploegen te bepalen.

Art. 5. § 1. Binnen elke buurtregie wordt een beheerscomité opgericht.

Het comité bestaat uit minstens :

- 1° twee vertegenwoordigers van de maatschappij;
- 2° twee vertegenwoordigers van het OCMW, het Centrum voor sociale dienst of de erkende vereniging die een overeenkomst met de maatschappij gesloten hebben;
- 3° twee vertegenwoordigers van de gemeente waar de buurtregie gevestigd is;
- 4° twee vertegenwoordigers van de inwoners van de wijk waar de buurtregie gevestigd is. Het kunnen leden van de "CCLP" zijn voor zover zij in de wijk wonen waar de buurtregie gevestigd is;
- 5° een vertegenwoordiger van de betrokken subregionale directie van de Forem;
- 6° een vertegenwoordiger van de « SWRL ».

Het beheerscomité wijst een voorzitter en een secretaris in zijn midden aan.

§ 2. Het beheerscomité heeft als opdracht :

- 1° het begeleidingspersoneel van de buurtregie te dirigeren;
- 2° voor het beheer van de regie en o.a. voor de keuze van de werven te zorgen;
- 3° voor de pedagogische follow-up en de sociaal-economische ontwikkeling van de stagiairs te zorgen;
- 4° voor de financiële follow-up van de regie te zorgen;
- 5° jaarlijks een financieel en pedagogisch rapport aan het in artikel 5, § 1, bedoelde begeleidingscomité voor te leggen, aan de hand van het door de Minister bepaalde model.

§ 3. Het comité vergadert minstens één keer om de drie maanden.

Het zal de begeleidingsploeg die hem zijn activiteiten mededeelt, horen als ze het wenst.

Het neemt elk ander stemgerechtigd lid erbij dat aan het lokale project meewerkt.

Art. 6. § 1. Op de voordracht van het begeleidingscomité kan de Minister de van verkiesbare maatschappijen afkomstige buurtregieën erkennen die de volgende voorwaarden vervullen :

1° het voorwerp zijn geweest van een overeenkomst met het oog op hun oprichting en hun beheer, die gesloten is tussen de maatschappij en het OCMW, een centrum voor sociale dienst of een vereniging die bevoegd en werkzaam is op het grondgebied van de buurtregie;

2° over een beheerscomité beschikken, zoals bedoeld in artikel 5, § 1;

3° zich ertoe verbinden te beschikken over een begeleidingspersoneel waarvan de looncomplementen voor de arbeiderbegeleider op rekening van de maatschappij komen en die van de sociale bemiddelaar op rekening van het OCMW, het centrum voor sociale dienst of de vereniging;

4° er zeker van zijn dat de maatschappij beschikt over de gepaste lokalen voor haar zetel alsook om alle materiaal en werktuigen onder te brengen die noodzakelijk zijn voor haar activiteit;

5° zich ertoe verplichten een duurzame bedrijvigheid aan de dag te leggen.

§ 2. De erkenningsaanvraag die vergezeld gaat van de beraadslaging van de gemeenteraad, de raad voor sociale hulp en de raad van bestuur van de maatschappij, dient bij ter post aangetekende brief aan de Minister te worden gestuurd, aan de hand van het door hem bepaalde model.

De aanvraag bevat de volgende aanduidingen :

1° het in artikel 3, § 1, bedoelde akkoord van de Minister;

2° de in § 1 bedoelde overeenkomst;

3° de samenstelling van het in artikel 5, § 1, bedoelde beheerscomité;

4° de lijst van de werkzoekenden en de rechthebbenden op het bestaansminimum zoals bepaald bij de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, die huurder zijn van een woning gelegen op het in artikel 2, § 3, bedoelde grondgebied;

5° een verbintenis van de maatschappij waarbij ze zich ertoe verplicht een arbeiderbegeleider in dienst te nemen, zijn bezoldiging na aftrek van de gestorte toelage bedoeld in artikel 7, § 1, eerste lid, voor haar rekening te nemen en hem ter beschikking van de buurtregie te stellen;

6° een verbintenis van het OCMW, het centrum voor sociale dienst of de vereniging waarbij ze zich ertoe verplichten de sociale bemiddelaar in dienst te nemen, zijn bezoldiging na aftrek van de gestorte toelage bedoeld in artikel 7, § 1, tweede lid, voor hun rekening te nemen en hem ter beschikking van de buurtregie te stellen;

7° een verbintenis van de maatschappij waarbij ze zich ertoe verplicht :

- de stoffen, het materiaal en de werktuigen te leveren of ter beschikking te stellen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de aan de buurtregie toevertrouwde werkzaamheden;

- de eventuele verplaatsingskosten van de begeleidingsploeg en de stagiairs te betalen;

- de begeleidingsploeg en de stagiairs werkkleding te verschaffen;

- de buurtregie lokalen te verschaffen die aan de geldende gezondheids- en veiligheidsnormen beantwoorden.

§ 3. Op straffe van de in artikel 8 bedoelde maatregelen moet het beheerscomité verplicht ingaan op elke informatieaanvraag van het begeleidingscomité of zijn leden en hen vrije toegang verlenen tot alle plaatsen en stukken m.b.t. de activiteit van de buurtregie.

§ 4. De erkenning of de erkenningsweigering wordt binnen drie maanden na ontvangst van de aanvraag aan de maatschappij meegedeeld. Het beroep tegen de beslissing van de Minister wordt onderzocht door de Regering, die deze beslissing binnen dertig dagen bevestigt of te niet doet.

§ 5. De erkenning kan voorwaardelijk zijn.

Art. 7. § 1. Binnen de perken van het daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken krediet en onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden kan de Minister de hiernavermelde toelagen toekennen aan de maatschappijen die de in artikel 3, § 1, bedoelde verkiesbaarheidsvoorwaarden en de in artikel 6, § 1, bedoelde erkenningsvoorwaarden vervullen :

- een jaarlijkse toelage om 75 % van de bezoldiging van de arbeiderbegeleider te dekken;

- een toelage van 1 miljoen om de kosten van eerste vestiging gedurende het eerste jaar te dekken en de volgende jaren een toelage om de kosten te dekken waarvan het bedrag door de Regering is bepaald.

Binnen de perken van het daartoe op de begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken krediet en onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden kan de Minister van Sociale Actie het OCMW, het centrum voor sociale dienst of de vereniging een jaarlijkse toelage verlenen om 75 % van de bezoldiging van de sociale bemiddelaar te dekken, op grond van de in artikel 6, § 1, bedoelde overeenkomst gesloten met een maatschappij in het kader van de oprichting van een buurtregie.

De voor de berekening van deze toelagen in aanmerking te nemen weddeschalen van de sociale bemiddelaar en de arbeiderbegeleider stemmen overeen met de schalen B3 en D2 van het Openbaar Ambt. Deze toelage mag niet gecumuleerd worden met andere krachtens een wet, een decreet of een besluit toegekende voordelen inzake tewerkstelling.

De mensen in functie op de datum van inwerkingtreding van dit besluit behouden echter de aan hun vorige weddeschaal gebonden geldelijke voordelen.

§ 2. Per maatschappij mag slechts één buurtregie een toelage genieten. De maatschappijen waarvan het aantal verhuurde woningen gelijk aan of hoger dan 2 000 is, kunnen beschikken over een bijkomend personeelslid per tranche van 1 000 woningen boven dit cijfer. De bezoldiging van voornoemd personeelslid wordt overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, § 1, uitbetaald. Het aantal stagiairs wordt verhoogd naar verhouding van de werving van bijkomende personeelsleden.

§ 3. De weddetoelagen worden op voorleggen van de arbeidscontracten van het begeleidingspersoneel en mits toestemming van het begeleidingscomité globaal uitbetaald.

De werkingstoelage wordt globaal uitbetaald, mits toestemming van hetzelfde comité. De toelagen worden als voorschotten uitbetaald. Zij worden pas definitief verworven ten belope van de toegelaten uitgaven nadat het begeleidingscomité het in artikel 5, § 2, bedoelde financiële verslag heeft goedgekeurd.

Art. 8. § 1. De niet-naleving van de voorwaarden van dit besluit heeft de terugbetaling van de in artikel 7 bedoelde toelagen als gevolg.

§ 2. Op voorstel van het begeleidingscomité kan de Minister de erkenning intrekken, schorsen of beperken als hij vaststelt dat de buurtregie de voorwaarden van dit besluit niet meer vervult.

Art. 9. Alleen de specifieke diensten van door de Minister erkende maatschappijen die werken aan de sociale integratie van personen die uit de maatschappij dreigen te worden uitgesloten, mogen de benaming van buurtregieën voor sociale huisvesting dragen. In elk voor het publiek bestemde document of communicatie moet de erkenning van het Waalse Gewest vermeld worden.

Art. 10. De buurtregieën die op de dag van inwerkingtreding van dit besluit werkzaam zijn, behouden de aan de erkenning gebonden voordelen voor zover zij zich binnen een termijn van drie maanden aan de bepalingen van dit besluit aanpassen.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 2 februari 1995.

Art. 12. De Minister van Huivering is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 februari 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

**5 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant démission
du président du conseil d'administration de LA POSTE**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 5 août 1991 portant fixation du nombre de membres du conseil d'administration et portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de la Régie des Postes;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration de LA POSTE est accordée, à sa demande, à M. Etienne Mangé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 6 avril 1995.

Art. 3. Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 5 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Communications
et des Entreprises publiques,
E. DI RUPO

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

**5 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot ontslag
van de voorzitter van de raad van bestuur van DE POST**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 augustus 1991 houdende de vaststelling van het aantal leden van de raad van bestuur en houdende de benoeming van de voorzitter en de leden van de raad van bestuur van de Regie der Posterijen.

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Ontslag uit zijn mandaten van bestuurder en van voorzitter van de raad van bestuur van DE POST wordt, op zijn verzoek, verleend aan de heer Etienne Mangé.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 6 april 1995.

Art. 3. Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 5 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen
en Overheidsbedrijven,
E. DI RUPO

**5 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant nomination d'un membre
et du président du conseil d'administration de LA POSTE**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 5 avril 1995 portant démission du président du conseil d'administration de LA POSTE;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Entreprises publiques et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Mme Francine Wachstock est nommée membre du conseil d'administration de LA POSTE en remplacement de M. Etienne Mangé, dont elle achèvera le mandat.

**5 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot benoeming van een lid
en van de voorzitter van de raad van bestuur van DE POST**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 april 1995 tot ontslag van de voorzitter van de raad van bestuur van DE POST;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Mevr. Francine Wachstock wordt benoemd tot lid van de raad van bestuur van DE POST ter vervanging van de heer Etienne Mangé, waarvan zij het mandaat zal beëindigen.